

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DE L'EST LYONNAIS

DÉPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

N° 2021-04-02

Débat relatif au pacte de gouvernance

L'an deux mille vingt et un, le 20 avril à 19 heures, le Conseil de la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais s'est réuni dans la salle des Fêtes à Saint Laurent de Mure, sous la présidence de Monsieur Paul Vidal.

Date de la convocation : le 14 avril 2021

Nombre de conseillers en exercice : 36

Présents (34) :

M. Athenol, Mmes Auquier, Bergame, Brun, Callamard, Carretti-Barthollet, Chabert, M. Champeau, Mme Chareyre, MM. Collet, Dubuis, Mme Farine, M. Fiorini, Mmes Fioroni, Gautheron, MM. Giroud, Humbert, Ibanez, Jourdain, Mme Jurkiewicz, M. Laurent, Mme Liatard MM. Lievre, Marmonier, Mathon, Mecheri, Mmes Monin, Nicolier, Notin, Pinton, Reype-Allarousse, Santesteban, MM Vidal et Villard.

Absents/excusés (2) :

MM. Chevalier et Valéro.

Pouvoirs (2) :

M. Chevalier donne pouvoir à M. Dubuis

M. Valéro donne pouvoir à Mme Brun

Secrétaire de séance : Mme Chareyre

Monsieur le Président expose à l'assemblée les dispositions de l'article L.5211-11-2 du CGCT issu de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique qui énonce qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux ou une opération prévue aux articles L. 5211-5-1 A ou L. 5211-41-3, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Il précise en outre à l'assemblée que ce pacte de gouvernance peut prévoir :

- 1° Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L.5211-57;
- 2° Les conditions dans lesquelles le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;
- 3° Les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres



COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DE L'EST LYONNAIS

EXTRAIT

DÉPARTEMENT DU RHONE

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

N° 2021-04-02

**Débat relatif au pacte de gouvernance**

4° La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L.5211-40-1 ;

5° La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;

6° Les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

7° Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;

8° Les objectifs à poursuivre en matière d'égalité représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu l'article L.5211-11-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'installation du Conseil communautaire en date du 7 juillet 2020,

Au regard des éléments exposés ci-dessus et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- **PREND ACTE** de la tenue du débat organisé en son sein permettant de se prononcer sur l'opportunité d'élaborer un pacte de gouvernance.
- **DECIDE** de ne pas approuver l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes membres et la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais



COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DE L'EST LYONNAIS

DÉPARTEMENT DU RHONE

**EXTRAIT**

**DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**N° 2021-04-02**

**Débat relatif au pacte de gouvernance**

Délibération adoptée à l'unanimité.  
Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Président  
  
Paul VIDAL  


Le Président :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité ;
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>.